



# POLITIQUES PUBLIQUES DE GESTION DES RISQUES

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA  
PANDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19



**LAGPA/IIAS**  
Latin American Group  
for Public Administration

**EDGAR VARELA BARRIOS, PH.D**

Avril 2020

**POLITIQUES PUBLIQUES DE GESTION DES  
RISQUES - QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE  
LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19**

**Edgar Varela Barrios**  
Rector

**Universidad del Valle**  
Ciudad Universitaria, Meléndez  
Calle 13 No. 100-00  
Cali, Colombia  
Tel.: (+572) 321 2227  
(+572) 339 2470  
<http://programaeditorial.univalle.edu.co/>  
[programa.editorial@correounivalle.edu.co](mailto:programa.editorial@correounivalle.edu.co)  
[www.univalle.edu.co](http://www.univalle.edu.co)

**LAGPA/IIAS**

Secretaría Ejecutiva. Fundação Getulio Vargas  
Praia de Botafogo - n° 190 - 15° andar - Sala 1506  
Botafogo - CEP: 22.250-900 - Rio de Janeiro, Brasil  
Tel.: +55 (21) 3799-6088 / 5436 | Cel.: +55 (21) 98847-7890  
<http://lagpa.iias-iias.org>  
[presidenciaglap@gmail.com](mailto:presidenciaglap@gmail.com)

**RÉVISION DU TEXTE:**

Darío Calvo Sarmiento

**TRADUCTION:**

Eleonora Alzate

**PAGE DE COUVERTURE:**

La peste di Napoli  
Domenico Gargiulo (Micco Spadaro)  
1656

Museo Nacional de Napoles

**CONCEPTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE:**

Camilo E. López López

Ce document a été publié simultanément en anglais et en français, traduit par Eleonora Alzate.

**IMPRIMÉ:**

Programa Editorial  
Universidad del Valle  
Santiago de Cali, Colombia  
© 2020



# POLITIQUES PUBLIQUES DE GESTION DES RISQUES

---

## QUELQUES ENSEIGNEMENTS DE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS COVID-19<sup>1</sup>

EDGAR VARELA BARRIOS, PH.D<sup>2</sup>

Doctorat en Administration (option Gestion) de HEC-Université de Montréal  
Recteur de l'Universidad del Valle  
Cali - Colombia

Ce document analyse les questions de risque et les réponses des politiques publiques à la pandémie de coronavirus covid-19. Commençons par une déclaration élémentaire: les événements d'horreur contiennent cette tragédie. Sa lecture fait revivre la peur de l'espèce. La peur était déjà traitée à l'époque des mansardes de la littérature grecque classique. En quelques mois, dans un monde mondialisé par la susceptibilité à la contagion, la crise provoquée par le coronavirus - tout en mettant en évidence la fragilité de l'être humain - a suscité une profonde discussion dans le monde entier. Car il est déjà impossible de ne pas penser que la pandémie actuelle soulève de grandes questions et certitudes sur la modernité: les Etats étaient-ils prêts à affronter un ennemi aussi meurtrier? Les politiques du néolibéralisme sont-elles fragiles pour obtenir une réponse correcte dans les politiques publiques? Y a-t-il

une contradiction entre le concept de santé publique et une politique de développement?

Ce sont des questions universelles et précises sur la relation entre le citoyen et l'État. Des questions qui se propagent à la vitesse du virus lui-même. Ces questions révèlent un désaccord et un jugement sur les politiques des gouvernements en matière de santé publique, qui n'aboutissent qu'à une seule question: la santé est-elle un droit? Qui est responsable de la sécurité économique et de la sécurité du citoyen?

**Sa lecture fait revivre la peur de l'espèce. La peur était déjà traitée à l'époque des mansardes de la littérature grecque classique.**

Il est certain que les réponses aux pandémies sont une question de décision publique. À cette fin, je développerai cinq points dans cette présentation: J'aborderai tout d'abord la question des politiques publiques de gestion des risques, en soulignant certains des défis et des problèmes que nous y rencontrons. Ensuite, Je passerai brièvement en revue les principaux obstacles aux réponses des politiques publiques à la pandémie. Troisièmement, il y aura une description des principales réponses et stratégies qui ont été développées. Quatrièmement, les principaux dilemmes liés à ces réponses, et enfin, je ferai une réflexion philosophique sur ce que j'appelle un principe hobbesien, qui est à l'origine de ce qui se passe tout au long de l'année 2020.

---

1. Je remercie plusieurs membres de mon groupe de recherche à l'Universidad del Valle, Gestión y Políticas Públicas, GESPUV, pour leurs contributions et leur collaboration à la discussion et à la rédaction de ce document. En particulier: Edgar Collazos, Adriana Valencia, Wilson Delgado, Darío Calvo Sarmiento et Ernesto Piedrahita. Et de l'Instituto de Prospectiva de Univalle, aux professeurs Leonardo Solarte, Álvaro Pío Gómez, et Rubén Darío Echeverri.

2. L'auteur est titulaire d'un doctorat en Administration (option Gestion) de HEC-Université de Montréal, est philosophe et historien. Il est actuellement recteur de l'Universidad del Valle, Cali, Colombie, et professeur à la Faculté des Sciences de l'Administration. Le professeur Varela est actuellement Président de la CRULA, Conférence Régionale des Recteurs des Universités Latino-américaines, et membre du Conseil d'Administration de l'AIEIA et du LAGPA (Latin American Group for Public Administration). Vice-président Régional de l'AIEIA pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ancien président de LAGPA.

## 1. LES POLITIQUES PUBLIQUES DE GESTION DES RISQUES

---



Photo: IAI

Les politiques publiques de gestion de risque, ont commencé il y a un peu plus d'un demi-siècle et, d'une certaine manière, vont de pair avec la construction du champ des politiques publiques, développé aux États-Unis par une série de spécialistes en Sciences Sociales, en Sciences Politiques et en Psychologie, en particulier avec des personnes comme Harold Laswell, Robert Dahl ou Giandomenico Majone, qui construisent en parallèle le champ des politiques publiques, tandis que des économistes et des sociologues, indépendamment, ont commencé à enquêter à partir des systèmes de planification dans ces pays, après la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement à la création du cadre multilatéral de Bretton Woods et des organisations qui en sont issues (certaines sous le système des Nations unies), une politique publique de nature globale et transnationale, à savoir la gestion des risques, a éclaté. Dans un premier temps, l'objectif de cette politique n'était pas lié aux risques naturels ou démographiques, mais aux risques politiques; la question qui se posait derrière la prévention des risques était celle de la sécurité nationale ou mondiale: comment éviter une troisième guerre mondiale, après ce que l'énorme catastrophe humanitaire de la première et de la deuxième guerre avait signifié. Dans les années 50, les menaces les plus

importantes étaient le réarmement et la course aux armements naissante. Depuis la fin de cette décennie, la menace nucléaire s'est construite lorsque les deux superpuissances, l'Union soviétique et les États-Unis, se disputent le monde et cherchent à le contrôler.

Par la suite, à partir de la gestion des risques axée sur la sécurité nationale, qui a caractérisé les années 1950 et une partie des années 1960, dans la dernière partie du XXe siècle, la littérature, les politiques publiques mondiales et les documents qui ont trait à la gestion des risques environnementaux ont commencé à apparaître, notamment en raison de la prise de conscience croissante que les processus d'industrialisation à grande échelle, que les pays européens, les États-Unis et l'Union soviétique avaient à l'époque, signifiaient un impact négatif sur les ressources naturelles (Laidy, 2004). L'axe anthropocentrique qui consiste à concevoir la nature comme un moyen d'atteindre des fins humaines, commence à être analysé.

Aujourd'hui, le pessimisme règne quant à la capacité de l'homme à parvenir à un développement équilibré de ses ressources économiques et de sa structure sociale par rapport à l'impact négatif sur la nature. De là naît une technologie néolibérale et développementaliste qui nous parle de développement durable ou soutenable qui, d'une certaine manière, pourrait être considérée comme une antinomie ou une contradiction dans les termes : dans quelle mesure peut-on se développer, faire croître les villes, augmenter le nombre de véhicules en circulation et produire de plus en plus d'usines (ce qui est un indicateur de développement très important ces dernières années, par exemple) alors que, d'autre part, on maintient que la société doit être stable ; qu'elle ne doit ni croître ni diminuer ? (ce qui est impensable pour les économistes du développement, car ils supposent toujours une augmentation de la productivité, qui peut être neutralisée par des politiques publiques permettant un équilibre du développement.

Dans ce sens, le dernier virage de la politique de gestion des risques a été pris, qui a commencé à analyser les risques de nature environnementale. Cette dernière direction comprend le réchauffement et le changement climatique, qui sont perçus avec précision au cours des deux dernières décennies du XXe siècle. Dans le cas des pandémies, l'analyse des risques dans le domaine de la santé publique commence à être effectuée de manière timide. Bill Gates, dans un discours prononcé en 2015, a mis en garde contre la possibilité ou l'imminence d'une pandémie virale qui ne pourrait être contrôlée par l'espèce humaine. Il y a beaucoup de littérature provenant de groupes de réflexion aux États-Unis qui va dans ce sens.

## 2. LES OBSTACLES ET LES LIMITES DES RÉPONSES À LA PANDÉMIE



Foto: CNN Español

Premièrement, l'organisation qui régleme les politiques mondiales dans le domaine de la santé publique, l'OMS, est une organisation transnationale au sein du système des Nations unies, fortement influencée par le lobbying et la défense des intérêts des grandes entreprises du secteur pharmaceutique et de la santé en tant que méga entreprise<sup>3</sup>. Dans cette mesure, c'est un organe technico-scientifique, mais en même temps, il "joue" dans la politique publique internationale, comme c'est le cas d'autres organes des Nations unies. Ce n'est pas en soi un conseil scientifique indépendant, et pourtant il est fortement influencé par les gouvernements, en particulier l'Union européenne, les États-Unis, la Chine, la Russie et d'autres grandes puissances.

Bien que nous sachions que la solution structurelle à la pandémie de coronavirus est le développement d'un vaccin, cela ne se fait pas de manière collaborative entre les laboratoires nationaux en France, aux États-Unis ou en Chine, mais de manière compétitive; les laboratoires se font concurrence pour savoir qui obtiendra la franchise ou la licence du vaccin contre la possibilité d'obtenir une méga entreprise en le commercialisant à l'échelle mondiale. Ainsi, toute la question de la rivalité des entreprises pour l'innovation scientifique se conjugue avec les principes humanitaires pour produire un vaccin qui peut être distribué à faible coût.

Deuxièmement, dans la réponse des politiques publiques à la crise pandémique, les intérêts nationaux ont été perçus comme ce que l'on pourrait appeler, depuis le XIXe siècle, la raison d'être de l'État; par exemple, la Chine dissimule des informations sur l'origine de la pandémie, ce qui la minimise. Même le groupe médical qui découvre le Covid-19 est harcelé par les agences de sécurité nationale chinoises, qui ont tenté d'empêcher la nouvelle de circuler. Guy Sorman, soutient que la

principale raison de la propagation de Covid-19 est en Chine, dans le manque de compréhension de la nature de la menace, dans son contrôle bureaucratique et policier, et dans la réponse tardive que la Chine a donnée pour évoquer la pandémie, contrairement au SRAS, qui en 2012 a également pris naissance en Chine. Sorman dit que la raison d'État d'une grande puissance comme la Chine a empêché de bien évoquer la pandémie alors qu'elle ne faisait que commencer.

**Bien que nous sachions que la solution structurelle à la pandémie de coronavirus est le développement d'un vaccin, cela ne se fait pas de manière collaborative entre les laboratoires nationaux en France, aux États-Unis ou en Chine, mais de manière compétitive.**

Un troisième obstacle est constitué par les intérêts des grandes entreprises pharmaceutiques qui limitent le rôle de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la position du gouvernement chinois lui-même et l'incapacité des gouvernements nationaux à comprendre la nature de la menace. Dans cette urgence, chacun connaît les échecs les plus notoires, comme celui des États-Unis avec le gouvernement Trump, qui nie la menace, la minimise et la relativise, et enfin la pire crise de santé publique depuis le début de la seconde guerre mondiale. Aujourd'hui, les États-Unis comptent le plus grand nombre de personnes infectées sur la planète, et ce n'est que tardivement que les mesures recommandées par les épidémiologistes et les experts de la santé sont prises. De même, au Brésil, le président Bolsonaro se moque des réactions et critique ses maires qui avaient déjà pris des décisions pour pousser à la quarantaine et au confinement. Enfin, au Mexique, le président López Obrador a également minimisé et méprisé la propagation du virus, jusqu'à ce que le moment soit venu pour eux de le rectifier à la volée avec un coût social élevé. Dans le cas des pays de l'Union européenne - l'Espagne et l'Italie en particulier -, divers analystes soutiennent que dans ces pays, bien que se trouvant dans l'Union européenne, il y a eu une marchandisation et une libé-



ralisation excessives du domaine de la santé publique, qui a été privatisé et transformé en entreprise, et cette situation a affaibli les réponses de santé publique, tout comme aux États-Unis le gouvernement Trump l'a fait, qui a détruit autant que possible le système d'assurance-maladie, qui était difficile à mettre en œuvre en raison de l'énorme lobbying des groupes pharmaceutiques et de l'idéologie néolibérale du parti républicain.

Le dernier obstacle est constitué par les taux de profit qui, dans le domaine de la biotechnologie, ne sont pas concentrés dans la médecine curative ou préventive, ni même dans la médecine médicalisée (dont la raison d'être est la production de médicaments et de traitements) mais dans celle qui est axée sur la recherche génétique, qui est à l'origine de l'énorme industrie alimentaire : transformation des animaux, ainsi que production de cultures transgéniques pour augmenter la productivité des produits alimentaires.

Derrière tout cela, il y a aussi le fait qu'il n'y a pas de gouvernement mondial. Face à une pandémie mondiale, il n'y a pas de capacité pour des agences comme l'OMS ou le système des Nations Unies de coordonner des politiques publiques qui peuvent ensuite descendre jusqu'aux gouvernements territoriaux où les lignes d'action des réponses des politiques publiques sont très dissemblables. Nous pouvons comparer en Amérique latine ce qui se passe au Brésil et au Mexique (cas négatifs); avec ce qui se passe en Colombie (cas positifs) où, malgré un certain retard, le gouvernement colombien a pris conseil auprès d'épidémiologistes experts et a commencé à prendre des mesures dans la bonne direction, pour contrôler la pandémie et essayer de réduire l'ampleur des infections.

### 3. LES PRINCIPALES RÉPONSES ET STRATÉGIES DES POLITIQUES PUBLIQUES FACE À LA PANDÉMIE

---

La principale réponse des politiques publiques a été le **Lock Down**, ou confinement, qui est une mesure extrêmement ancienne, puisque depuis les premières civilisations du monde antique (comme on le lit dans le Lévitique, un texte qui se réfère généalogiquement aux connaissances archaïques de la médecine égyptienne), en passant par le Moyen Âge et les débuts de la modernité, a été la seule alternative à ce type d'épidémie : les riches s'enfermaient dans leurs châteaux, se réfugiaient dans leurs palais et domaines et attendaient la mort de la population.

Ils espéraient que le pire de l'hiver soit passé et quand le printemps arrivait, brûlaient les maisons et les corps,



ou les enterraient en masse, essayant de faire en sorte que le monde se reconfigure à nouveau. Ce n'est pas la première pandémie, il y en a eu beaucoup, certaines sans capacité de réaction comme la grippe espagnole, qui a généré un impact beaucoup plus important en termes de mortalité que le Covid-19, qui a été une contagion massive où il y avait très peu de capacités d'anticipation et de prévention. Le confinement est une mesure valable, mais elle ne résout pas le problème, qui peut apporter une réponse sanitaire à la contagion qui réduit ou répartit dans le temps le nombre de patients que les unités de santé peuvent prendre en charge. C'est pourquoi il y a aujourd'hui une course contre la montre dans les unités de soins intensifs en raison du manque de respirateurs. Dans certains cas, la réponse consiste à aménager des stades, des centres commerciaux et des hôtels en cliniques alternatives qui permettent d'amplifier rapidement la capacité de traitement des patients. C'est une question utile, mais pas suffisante, car il s'agit d'une formule très ancienne qui montre clairement que nous pratiquons des formes de politique qui remontent à l'Antiquité, aux XVe, XVIe et XVIIe siècles.

Une deuxième ligne de réponse des politiques publiques a été la traçabilité, l'identification et l'isolement des patients suspectés d'infection. Le meilleur exemple en est la Corée du Sud, où l'utilisation de Big Data a également impliqué la population, non seulement les patients présentant des symptômes, mais aussi les patients asymptomatiques et la population en général. Cela a permis un isolement rigoureux qui, contrairement au cas occidental, n'est pas à volonté. En Colombie, on a vu qu'une partie de la propagation du virus provient du fait que, dans une perspective libérale, philosophiquement parlant, on a dit à chaque individu de prendre soin de lui-même et si il faisait le contraire, il pourrait être puni. Un grand nombre de personnes infectées venant d'Espagne, d'Italie et d'autres pays n'ont pas suivi les protocoles, ont infecté leurs familles et ont circulé librement sur le territoire en propageant le virus. Dans le cas de la Chine et de la Corée du Sud, lorsqu'un patient est identifié comme suspect, ils n'au-

torisent pas l'auto-emprisonnement dans son domicile, mais les confinent dans des lieux séparés tels que des hôtels ou des centres à grande échelle où les patients suspects sont observés. Cela a permis de limiter considérablement la propagation de la pandémie. Dans ces pays, beaucoup a été fait en matière de prévention du confinement par rapport aux politiques d'éloignement social, tandis que d'autres pays ont eu des expériences négatives comme l'Équateur, l'Espagne et l'Italie, le Mexique, le Brésil et les États-Unis qui sont aujourd'hui le pays avec le plus de cas.

En Asie, la mesure de confinement obligatoire a été respectée, peut-être en raison de l'obéissance d'un citoyen à des régimes autoritaires et répressifs, sans nier qu'une partie de cette obéissance est influencée par la culture, par une manière d'être qui découle des principes anciens de leurs philosophies. Au contraire, dans la démocratie occidentale, il a été difficile de respecter la politique de confinement; il est possible que les causes soient économiques, car le citoyen ordinaire a besoin de la rue pour faire face à sa situation économique fragile. Il est indéniable et nous ne pouvons pas ignorer qu'il existe une non-conformité, un niveau élevé d'incrédulité dans les politiques de l'État.

Troisièmement, un autre élément lié au précédent, mais qui va bien au-delà, est le contrôle biométrique, qui était l'énorme défaut qui a permis l'origine de cette pandémie. Le virus s'est propagé par les aéroports. Aujourd'hui, il existe une très grande connectivité mondiale, et un pays comme la Chine, qui est la principale puissance manufacturière du monde, des milliers de vols ont été le canal par lequel l'épidémie s'est multipliée vers d'autres pays comme les États-Unis, l'Italie et l'Espagne. L'épidémie atteindra plus tard l'Amérique latine, comme un second reflet des Européens et des Nord-Américains infectés, qui favoriseront par voie aérienne la transformation exponentielle de la contagion en pandémie.

Les contrôles biométriques existent depuis de nombreuses années, mais il s'agit de contrôles phytosanitaires. C'est-à-dire contre des espèces végétales ou animales pour prévenir des maladies telles que la fièvre aphteuse ou la propagation d'agents pathogènes entre les plantes qui nuisent à la production agricole. Cette mesure est en place depuis de nombreuses années, mais il n'existe pas de contrôle biométrique ou biotechnologique pour empêcher que les patients porteurs du virus soient identifiés dans les aéroports ou les lieux de circulation de masse afin d'être détectés. C'est là qu'intervient la question complexe des patients asymptomatiques. Plusieurs passagers de ceux qui ont apporté le virus en Colombie ont été analysés avec des capteurs

de température et n'ont pas manifesté les symptômes, mais ils avaient et portaient le virus.

Les réponses des politiques publiques à la circulation des personnes dans le monde sont presque embryonnaires, car il n'existe pas encore de technologies adéquates pour permettre une identification précoce de ce type de pandémie chez les patients en bonne santé. Si vous restez dans un avion pendant dix ou onze heures, les risques d'être infecté par un passager asymptomatique porteur du virus sont énormes.

En termes de politique publique, la recherche scientifique est nécessaire pour permettre la traçabilité des transporteurs asymptomatiques, de sorte que lorsque les aéroports seront rouverts et que les avions décolleront à nouveau, la pandémie ne se reproduira pas. En fait, aux États-Unis, plusieurs experts disent qu'il pourrait y avoir un deuxième cycle. Nous n'avons pas d'hivers difficiles comme les Américains, les Chinois ou en Europe. Aux États-Unis, le printemps commence, les pays nordiques devraient avoir une atténuation de la pandémie en été. Mais certains prévoient que l'hiver de novembre et décembre pourrait entraîner une résurgence de la pandémie comme cela s'est produit avec la grippe aviaire et le Sars au début de la dernière décennie.

**L'objectif principal de la politique publique mondiale dans chacun des pays doit être orienté, au-delà de l'épidémiologie de la prévention, vers la recherche scientifique qui peut réaliser dans le domaine des vaccins ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la génétique.**

Je terminerai ce point avec les principales réponses de fond, en ce qui concerne la recherche médicale sur le traitement et la guérison, basée sur les vaccins, afin de générer une condition d'immunité. Les êtres humains contractent souvent des virus et sont capables de développer leur propre immunité. En fait, les vaccins sont en quelque sorte une contagion programmée; c'est ainsi que Pasteur les a inventés. Procédure qui consiste à

inoculer un virus affaibli ou cloné qui permet à l'organisme de générer des anticorps. Mais dans ce cas, on ne sait pas si l'immunité est permanente ou temporaire. Parce que ces virus peuvent muter et qu'une variation de celui-ci pourrait réinfecter des personnes qui étaient bien débarrassées de la maladie.

L'objectif principal de la politique publique mondiale dans chacun des pays doit être orienté, au-delà de l'épidémiologie de la prévention, vers la recherche scientifique qui peut réaliser dans le domaine des vaccins ce qui a déjà été réalisé dans le domaine de la génétique (Daems, Del Giudice, & Rappuoli, 2005), où les développements de la manipulation sur le vivant naturel sont énormes. Comme le dit Donna Haraway, (1991), l'homme réinvente la nature depuis cinquante ans, créant de nouvelles espèces, modifiant les siennes et faisant de l'eugénisme avec l'espèce humaine elle-même. Mais nous n'avons pas encore la même capacité à répondre au traitement clinique de ce type de pandémie.

#### 4. LES PRINCIPAUX DILEMMES DES POLITIQUES PUBLIQUES FACE À LA PANDÉMIE

---

Une importante discussion théorique a lieu aujourd'hui, où les philosophes, et d'autres experts qui ont étudié la relation entre la santé, la vie et la politique publique, font preuve d'un débat intéressant entre deux dilemmes de politique publique: le premier concerne le contrôle de la vie par rapport aux libertés des individus. Jusqu'où les libertés individuelles et publiques doivent-elles être restreintes en fonction de la priorité de la vie, et quels sont les risques d'autoritarisme derrière cela? Comme l'illustre le cas de la Hongrie, où les personnes de plus de 60 ans sont enfermées de force, et cela s'est également produit dans d'autres pays. Le deuxième dilemme se pose dans la relation entre la santé publique et le marché, où il y a des contradictions puisque la restriction de la mobilité affecte les marchés, mais, inversement, l'augmentation de la mobilité diminue le contrôle sur la santé publique<sup>3</sup>.

Le **Lock Down** ou confinement présente de nombreuses difficultés. Je ne suis pas d'accord avec ceux qui disent qu'il n'y a pas de contradiction entre la santé publique et le développement économique. Bien sûr qu'il y en a. Dans cette pandémie résolue par **Lock Down**, il y a de petits secteurs gagnants; les supermarchés vendent comme jamais auparavant, les pharmacies et les drogueries ont un bon niveau de vente, les propriétaires comme Rappi et d'autres plateformes sont dans le meilleur des mondes. De même, il y a beaucoup



Foto: CNN Español

d'autres secteurs perdants, comme l'informalité et les personnes qui vivent à la pièce; l'économie informelle qui est si forte dans nos pays (et aussi dans le monde entier) dans de nombreux domaines est pratiquement paralysée depuis plusieurs semaines maintenant. Le logement, la vente de voitures, les infrastructures et le commerce à l'échelle non alimentaire sont en attente. Même les dirigeants de l'industrie avicole colombienne se sont plaints du fait que les aides aux pauvres ne contiennent ni poulet ni viande. Puisqu'il s'agit de marchandises qui nécessitent une réfrigération et que dans ces cas, des denrées non périssables comme les céréales sont fournies. Cette industrie perd beaucoup d'argent, et si la situation continue, elle pourrait s'effondrer.

D'autre part, l'aéronautique est également paralysée. Les flottes de milliers d'avions sont sur le terrain avec des coûts énormes, sans recevoir aucun revenu. Les gouvernements de ces pays, dont la Colombie, devront sauver leurs compagnies aériennes car ils ne pourront pas se remettre de la crise par leurs propres moyens.

---

3. Pour l'étude des politiques publiques en situation de confinement, nous partons d'une grille d'analyse qui cherche la réponse par rapport à ce type de question: Quelles sont les transformations prévues dans les politiques par rapport au problème de l'enfermement social et des restrictions du marché? Pour ce faire, les éléments d'analyse suivants sont utilisés: Politiques pour l'attention aux secteurs vulnérables. Le gouvernement électronique et les tics. Coordination et coopération avec les niveaux du gouvernement central. Modalités et mécanismes optimaux pour gérer les aspects clés du fonctionnement social dans des conditions de restriction de la mobilité. Des politiques pour répondre aux problèmes des ménages liés au confinement social et aux restrictions qui en découlent: soins de santé, éducation des enfants, coexistence intrafamiliale. Politiques de coexistence des citoyens, de sécurité et de protection de la santé. Enfin, les politiques visant à garantir l'accès aux services publics dans les situations de crise sont abordées.





Foto: Reuters

De plus, une prolongation de l'enfermement peut aboutir à des pillages, comme cela s'est déjà produit dans plusieurs pays, où les personnes en marge sont confrontées au dilemme de mourir de faim ou d'être contaminées. Ainsi, ils préfèrent faire face à l'informalité même au mépris des restrictions imposées par la police.

Le confinement prolongé, qui est une alternative nécessaire, est cependant insuffisant. Le confinement ne peut être prolongé de manière excessive car il finit par affecter les performances des marchés, l'économie, la productivité de la société, par générer la famine et enfin par fermenter un grand désordre social qui peut conduire les pays à une situation de pillage et au renversement de la guerre de tous contre tous.

C'est un sujet que je voudrais souligner et mettre en avant, parce que nous n'en sommes pas conscients, et qu'il se dégage un discours anodin, politiquement correct, selon lequel, entre santé et économie ou développement, il n'y a pas de contradiction, alors qu'il y en a bien sûr une. Nous n'avons pas besoin d'être néolibéraux pour défendre la nécessité pour les secteurs productifs stratégiques de ne pas s'arrêter, de ne pas suspendre leur activité, car ce sont eux qui nous permettent de manger, d'avoir des médicaments et la durabilité économique elle-même. Mais il faut des paramètres de gestion des risques et des paramètres de biosécurité qui sont très liés à la culture. En Corée du Sud et en Chine, ce type de politique a été relativement facile, car il existe une culture qui accepte la discipline sociale depuis des milliers d'années. Ce n'est pas le

schéma des sociétés libérales de l'Occident, ni encore moins celui de sociétés comme la nôtre, qui ont un caractère patrimonial. Où l'autorité de l'État n'a jamais eu la légitimité des pays du capitalisme avancé. On sait qu'en Chine, par exemple à Wuhan, ils ont enfermé des millions d'habitants pendant des jours, et ils ont pu le faire parce que l'État chinois subventionnait la nourriture pour tous les millions d'habitants enfermés. Cela n'est pas possible en Colombie, car elle n'a pas la capacité financière ou politique de subventionner toute une population.

Par le biais de l'ajustement des politiques, nous cherchions à répondre à la manière d'agir dans un contexte d'isolement social; aux effets de l'isolement social; au degré d'acceptation existant du point de vue culturel dans nos sociétés, pour effectuer un suivi en utilisant une méthode de caractère comparatif. Il est essentiel d'examiner dans quelle mesure les marchés ont des limites en ce qui concerne les libertés des personnes, lorsque des scénarios d'enfermement sont présentés; quels sont les droits des citoyens enfermés; quelle est l'interlocution des enfermés dans la construction des politiques publiques. Comment faire prévaloir les problèmes des secteurs les plus touchés ou de ceux qui ont des problèmes de capacité, par exemple, pour faire des traitements médicaux. Par exemple, le cas critique du système de santé dans l'obtention des intrants. Il s'agit de la relation au marché, des types de marché, des gagnants et des perdants, de la manière dont l'emploi est affecté, de la productivité, de la manière de combiner le développement économique et la nécessité de maintenir le fonctionnement économique de la société avec

le contrôle de la biosécurité qu'exige la pandémie. C'est un grand débat et un point important sur lequel il faut travailler.

Le principal dilemme des politiques publiques dans les réponses à la pandémie est la nécessité de passer du confinement à l'identification biométrique par la traçabilité des patients suspects, et d'identifier les populations à risque et de les isoler spécifiquement, plutôt que de les adresser à la société dans son ensemble. C'est la formule qui a fonctionné en Corée et ailleurs. C'est ce que recommande la littérature sur la politique de gestion des risques, et je pense qu'il faut le souligner suffisamment.

## Le principal dilemme des politiques publiques dans les réponses à la pandémie est la nécessité de passer du confinement à l'identification biométrique par la traçabilité des patients suspects.

Une première restriction dans ces réponses réside dans la limitation dans le temps pour avoir des réponses efficaces, ainsi que dans l'incertitude due au peu de connaissances scientifiques exprimées dans les publications et les expériences de cas (MacDougall, 2007). Bien que chaque pandémie soit nouvelle en termes de problèmes cliniques eux-mêmes, et donc que le rôle de la recherche scientifique dans la formulation des politiques publiques soit mis en évidence de manière significative, elle n'est pas nouvelle en termes de sa conception comme menace pour l'humanité et de sa gestion dans la population (Valencia, 2020).

Dans cette ligne, un autre aspect à considérer est la nécessité d'une coordination locale et mondiale, ainsi que d'une coordination à plusieurs niveaux, entre des organismes internationaux, régionaux et locaux de différents types et de différents secteurs (L.C. Rosella et al., 2013), offrant, si vous le souhaitez, un minimum d'accords de volonté politique, indépendants des idéologies, puisque les limites géographiques sont ignorées par les pandémies (ibid).

Un certain nombre de sujets de débat restent ouverts. Parmi celles-ci, que devient l'individu face à l'enfermement social? Quelles transformations du comportement social et économique des personnes sont en

vue par rapport au problème de l'enfermement social? Cela inclut l'analyse des changements dans les règles de coopération sociale, de solidarité et d'équité. Des changements dans la dynamique familiale, dans la dynamique communautaire ou de proximité, dans l'accès et l'interaction aux espaces publics et communautaires. Et enfin, les implications de l'externalisation de certains coûts du travail qui incombent aux individus et aux familles, en vertu du télétravail.

## 5. UNE RÉFLEXION PHILOSOPHIQUE SUR LE SUJET

---

Agamben (2020) et d'autres auteurs soutiennent que ce qui montre la pandémie est la mise en scène du camp de concentration avec l'enfermement forcé des personnes ou des personnes confinées pour être malades ou sous traitement, reprenant la vieille thèse de cet auteur, selon laquelle, le capitalisme libéral a comme règle d'or cachée, le domaine de "l'état d'exception".

Il est certain que la tentation totalitaire de nombreux gouvernements existe. Et aussi l'empressement de beaucoup d'entre eux à gouverner par décrets-lois, à suspendre les congrès ou à empêcher le contrôle constitutionnel des tribunaux. Ou de laisser la citoyenneté dans sa condition de sujet pacifié et passif, qui reçoit d'en haut la bienveillance du régime. Par exemple, il y a quelques semaines, il y a eu une compétition en Colombie entre les maires pour voir qui était le plus imaginatif dans les premières restrictions. Jusqu'à ce que le gouvernement national doive mettre de l'ordre et établir des paramètres nationaux qui ont généralement été bien construits. Cependant, le risque totalitaire existe, car l'enfermement à long terme peut s'articuler avec des projets de nature autoritaire ou totalitaire, même dans les sociétés démocratiques libérales. Ailleurs, nous voyons des exemples clairs de cette tendance. Les gouvernements autoritaires comme ceux des Philippines ou de la Hongrie utilisent la crise de la pandémie pour renforcer l'autoritarisme politique de l'État. Car il peut y avoir d'énormes abus de la part des autorités qui contrôlent la vie, qui, profitant de l'état d'urgence, en élargissent abusivement les limites.

On peut clairement souligner que, dès le confinement, la priorité est la vie et non la liberté. La liberté est limitée pour garantir le droit à la vie. En cela, je veux insister, il y a là, plus qu'une théorie du camp de concentration, une théorie de la vie, en tant que bien primaire. C'est l'un des fondements essentiels de la théorie contractuelle hobbesienne, qui dit que la fonction essentielle de l'État est celle de la sécurité de la vie. Il ne s'agit pas d'une sécurité ou d'un contrôle absolu sur



Foto: Freepik

la vie. Car chacun définirait les fins privées de sa vie, mais en privilégiant la vie sur la liberté.

Le fond de la question est plutôt l'affirmation de la vieille théorie hobbesienne selon laquelle l'État est au service de la société, garantissant les bases minimales du contrat social, ce qui implique le droit à la vie pour les personnes. La pandémie, utilisée comme stratégie politique, permet même de couvrir l'individu comme un territoire ayant également besoin de défense, qui trouve refuge dans les politiques publiques, qui le réglementent pour sa protection et mieux encore, avec son approbation.

Nous sommes à nouveau au XXI<sup>e</sup> siècle devant la biopolitique dont Michel Foucault (2004, 1977) parlait dans les années 1970 et 1980 - de façon un peu vague - et sur laquelle tant de littérature s'est construite au cours des quarante dernières années, y compris les contributions latino-américaines auxquelles nous avons participé. Dans cette biopolitique sur les populations, la primauté est basée sur la conservation de la vie et l'intérêt de conserver la population et l'espèce. Ce sont les règles fondamentales; mais, bien sûr, ce qui est générique a un contenu différent selon les contextes des pays.

De même, si nous pensons à une société numérique, le covid-19 nous a mis à l'épreuve. Nos maisons, ainsi que les lieux de confinement, sont devenus des espaces d'accès, de l'extérieur, brisant l'intimité et dissolvant les frontières entre le public et le privé. Bien sûr, toujours par l'intermédiaire de la technologie, à toutes sortes de connaissances, d'informations, de processus productifs auparavant inimaginables. Des portes virtuelles ont également été ouvertes aux musées, bibliothèques et théâtres, entre autres. L'imposition du télétravail, de l'éducation virtuelle et de la télémédecine

a rendu les sociétés et les personnes plus réticentes à interagir avec ces formes immatérielles d'organisation et de relation (Valencia, 2020).v

**Il est certain que la tentation totalitaire de nombreux gouvernements existe. Et aussi l'empressement de beaucoup d'entre eux à gouverner par décrets-lois, à suspendre les congrès ou à empêcher le contrôle constitutionnel des tribunaux. Ou de laisser la citoyenneté dans sa condition de sujet pacifié et passif, qui reçoit d'en haut la bienveillance du régime.**

De même, si nous pensons à une société numérique, le covid-19 nous a mis à l'épreuve. Nos maisons, ainsi que les lieux de confinement, sont devenus des espaces d'accès, de l'extérieur, brisant l'intimité et dissolvant les frontières entre le public et le privé. Bien sûr, toujours par l'intermédiaire de la technologie, à toutes sortes de connaissances, d'informations, de processus productifs auparavant inimaginables. Des portes virtuelles ont également été ouvertes aux musées, biblio-



thèques et théâtres, entre autres. L'imposition du télétravail, de l'éducation virtuelle et de la télémédecine a rendu les sociétés et les personnes plus réticentes à interagir avec ces formes immatérielles d'organisation et de relation (Valencia, 2020).

## Les citoyens d'aujourd'hui ont la possibilité de faire entendre leur voix et de participer à la définition des politiques qui visent leur propre santé et la protection de la vie. Sans sujets de délibération et sans contrôle social sur les gouvernements, il n'y a pas de vie digne qui vaille la peine d'être vécue.

En bref, face à la pandémie actuelle, il est clair que les menaces et les risques sont mondiaux. Mais, par conséquent, la gestion doit être internationale. Beck (2008) affirme que la nouvelle logique des aléas n'a pas sa place dans la politique nationale traditionnelle. Pour cette raison, il existe la possibilité de configurer un nouveau sujet politique transnational, capable de comprendre la configuration d'une communauté de risque non territoriale. Ceci, dans la mesure où ils sont affectés par les risques que certains gèrent, parfois à leur propre profit. Les citoyens d'aujourd'hui ont la possibilité de faire entendre leur voix et de participer à la définition des politiques qui visent leur propre santé et la protection de la vie. Sans sujets de délibération et sans contrôle social sur les gouvernements, il n'y a pas de vie digne qui vaille la peine d'être vécue.

## RÉFÉRENCES

- AGAMBEN, Giorgio, (2020)**, « La invención de la pandemia, Contagio», Publicados en Quodlibet.it 26 de febrero, y el 11 de marzo.
- BECK, Ulrich. (2003)**. "Pouvoir et Contre - pouvoir. à l'ère de la mondialisation" Paris: Flammarion, ----- "Un nuevo mundo feliz. La precariedad del trabajo en la era de la globalización". Paidós, (2000).
- DAEMS, R., Del Giudice, G., & Rappuoli, R. (2005)**. Anticipating crisis: Towards a pandemic flu vaccination strategy through alignment of public health and industrial policy. *Vaccine*.
- FOUCAULT, M. (2004)**. La naissance de la biopolitique, Paris: Gallimard-Seuil.
- FOUCAULT, M. (1977)**. El nacimiento de la medicina social. *Revista centroamericana de Ciencias de la Salud*.
- GARON, J. P., & DUGGAN, P. S. (2008)**. Discourses of disease, discourses of disadvantage: a critical analysis of National Pandemic Influenza Preparedness Plans. *Social Science & Medicine*, 1133-1142.
- HARAWAY, Donna, (1991)** **SIMIAN, Cyborgs, and Women. The reinvention of nature"**, New York: Routledge.
- HENRY, D., & Lexchin, J. (2002)**. The pharmaceutical industry as a medicines provider. *MEDICINES, SOCIETY, AND INDUSTRY III - THE LANCET*.
- HOBBS, T. (1651/1992)** *Leviatán, o la materia, forma y poder de una república, eclesiástica y civil*. México: Fondo de Cultura Económica.  
[HTTPS://www.theguardian.com/commentis-free/2020/mar/04/market-coronavirus-vaccine-us-health-virus-pharmaceutical-business](https://www.theguardian.com/commentis-free/2020/mar/04/market-coronavirus-vaccine-us-health-virus-pharmaceutical-business) . (s.f.).
- JEWSON, N. y MacGREGOR, S. (ed)**. "Transforming cities: contested Governance and New Spatial divisions". New York: Routledge, (1997).
- LAÏDI, Zaky. (2004)**. "La Grande Perturbation". Paris: Flammarion,
- MacDougall, H. (2007)**. Toronto's health department in action: influenza in 1918 and SARS in 2003. *Journal of the History of Medicine and Allied Sciences*, 56-89. OMS.,s.f.).<https://www.who.int/es/dg/speeches/detail/who-director-general-s-opening-remarks-at-the-media-briefing-on-covid-19---11-march-2020>.
- Rosella, L. C., Kumanan, W., Crowcroft, N. S., Chu, A., Upshur, R., Willison, D., . . . Goel, V. (2013)**. Pandemic H1N1 in Canada and the use of evidence in developing public health policies e A policy analysis. *Social Science & Medicine*, 1-9.
- Shi, H., Han, X., Jiang, N., Cao, Y., Alwalid, O., Gu, J., . . . Zheng, C. (2020)**. Radiological findings from 81 patients with COVID-19 pneumonia in Wuhan, China: a descriptive study. *The Lancet Infectious Diseases*, 425-434.
- VALENCIA Adriana, (2020)**, "Comunicación personal", Cali.

